

Service protection animale et environnement
3 rue Fleischhauer
Cité administrative – Bâtiment C
68026 Colmar Cedex

Colmar, le 04/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE

51 rue du jardin zoologique
68100 Mulhouse

Références : : 2024/SB/1659
Code AIOT : 0056800299

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2024 dans l'établissement PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE implanté 51 rue du jardin zoologique 68100 Mulhouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE
- 51 rue du jardin zoologique 68100 Mulhouse
- Code AIOT : 0056800299
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc zoologique et botanique de Mulhouse est un zoo créé en 1868, qui compte environ 1 200 animaux dans un jardin qui abrite plus de 3 000 plantes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
2	Prévention évasions et introductions dans le milieu extérieur	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 64	Demande d'action corrective	1 mois
3	Assainissement rejets	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 65	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'eau			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dépôt de carburant/fioul	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 66	Sans objet
5	Stockage des fumiers	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 67	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Distance vis à vis des bâtiments de plusieurs moyens de défense externe contre l'incendie (poteaux), et état de fonctionnalité de deux poteaux interne au site non conformes à la prescription de l'arrêté d'autorisation.

Améliorations à mettre en place pour parfaire la prévention des risques d'évasion (formations au personnel plus régulières, remigeage plus fréquent des animaux à plumes ou mise en place de volières fermées, installation de ferme-portes sur les portes d'accès aux enclos,...).

Absence d'assainissement des eaux rejetées provenant de milieux aquatiques confinés hébergeant des animaux et absence d'autorisation de déversement des eaux usées dans le réseau public à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La lutte contre l'incendie est assurée par des extincteurs placés à des endroits appropriés et signalés. La nature des extincteurs (eau, poudre, CO2...) correspond au type de feu contre lesquels ils auraient à lutter. Défense extérieure contre l'incendie : chacun des bâtiments de plus de 100m2 de surface doit être desservi par un poteau incendie normalisé de 100mm de diamètre, assurant un débit de 60m3 heure pendant 2 heures consécutives, et situé à moins de 150 mètres de l'entrée principale du bâtiment. Les bâtiments de surface supérieure à 500m2 doivent être desservis par 2 poteaux incendie normalisés de DN 100 respectant les dispositions ci-dessus et pouvant fonctionner simultanément.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant les extincteurs, l'exploitant a présenté un registre mentionnant les dates de vérification périodique des extincteurs. La dernière vérification date du 08/08/2024, vérification pour laquelle un rapport d'intervention est présenté.</p> <p>L'inspection a noté, le jour de l'inspection, l'absence de contrôle en 2024 de deux extincteurs situés dans le bâtiment de la clinique vétérinaire. Suite à l'inspection, l'exploitant a fait vérifier ces deux extincteurs le 20/09/2024 par la société Desautel (Rapport d'intervention n° : BL4254795).</p> <p>Concernant la défense extérieure contre l'incendie, la présence d'un poteau incendie fonctionnel a été constatée rue du jardin zoologique, à moins de 150m du bâtiment administratif et du bâtiment de la clinique vétérinaire. Huit poteaux incendie fonctionnels au total sont situés sur la périphérie de l'enceinte du zoo, dans le domaine public (débits mesurés en août 2023).</p> <p>Quatre poteaux incendie sont internes au site (contrôle réalisé suite à la visite, le 20/09/2024). Deux de ces poteaux sont hors service et un troisième, rajouté dans le cadre du projet "Horizon Afrique",</p>

<p>n'est pas encore répertorié par le SDIS.</p> <p>A la suite de l'inspection, l'exploitant a fourni un plan détaillant la taille des bâtiments et leur distance par rapport aux poteaux incendie, par les voies d'accès disponibles. L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 7 bâtiments de plus de 100m² qui ont un poteau incendie situé à plus de 150m de l'entrée du bâtiment • 3 bâtiments de plus de 500m² qui ont un poteau incendie situé à moins de 150m de l'entrée du bâtiment mais pour lesquels le deuxième poteau incendie est situé à plus de 150m de l'entrée du bâtiment
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En ce qui concerne la défense externe contre l'incendie, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit mettre ses installations en conformité en ajoutant des poteaux incendie pour respecter la prescription et en fournissant les éléments permettant la vérification de cette mise en conformité (identification des bâtiments de plus de 100m² et plus 500m², localisation des poteaux et distance vis à vis des bâtiments par voie d'accès, débit des poteaux incendie) ; • soit déposer un porter à connaissance en vertu de l'article R181-46 du code de l'environnement pour demander la modification de la prescription, avec avis du SDIS (étang, modification des distances,...) <p>De plus, les poteaux incendie interne au site doivent être répertoriés et fonctionnels.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Prévention évasions et introductions dans le milieu extérieur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 64</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques écologiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les caractéristiques des installations et du fonctionnement des établissements permettent de prévenir l'évasion des animaux hébergés vers le milieu naturel afin d'éviter d'éventuels dangers écologiques pour les espèces indigènes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les soigneurs effectuent quotidiennement un tour des enclos, particulièrement sur les espèces à enjeux (faunes,...).</p> <p>Il indique également que les enclos sont munis de sas à double porte. Lors de l'inspection, ceci est constaté sur les enclos des pandas roux et des tapirs malais.</p> <p>Les espèces susceptibles de voler (vautours, flamands roses et pélicans) sont rémigées deux fois par an, c'est à dire que certaines plumes sont taillées de façon à empêcher l'envol.</p> <p>Les évasions sont recensées dans un registre des incidents, dans lequel figure la date, le nom du responsable, la nature de l'incident, la maîtrise de l'incident et la suite donnée.</p> <p>L'inspection constate notamment dans ce registre l'échappée d'un pélican le 13/09/2024, qui a eu pour suite le rémigeage de l'individu, et l'évasion d'un tapir malais le 11/08/2024 qui a eu pour suite une proposition de sanction de la personne responsable. Le jour de l'inspection, il est constaté qu'une porte de l'enclos des tapirs malais qui devait être fermée était ouverte.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place des mesures correctives pour améliorer la prévention des risques d'évasion (formations du personnel plus régulières, rémigeage plus fréquent des animaux à plumes ou mise en place de volières fermées, installation de ferme-portes sur les portes d'accès aux enclos,...).</p> <p>Une liste des mesures à mettre en place doit être proposée sous un mois, avec les délais de mise en œuvre associés.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Assainissement rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques écologiques
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux provenant des aquariums ou d'autres milieux aquatiques confinés hébergeant des animaux (bassins des otaries, des loutres, fosse aux ours,...) font l'objet d'un assainissement de nature à prévenir les risques visés à l'article précédent du présent arrêté.
Constats : Le parc zoologique dispose de circuits fermés pour les ours polaires, les manchots, les loutres, les bassins intérieurs des tapirs malais et l'élevage conservatoire des cistudes d'Europe. Pour ces circuits, l'eau transite et est traitée par des bacs tampon, des dégrilleurs, des filtres à sable et des filtres à UV ou de la chloration. Ces eaux sont à intervalles réguliers évacuées vers le tout à l'égout pour renouvellement, par inversion du système de pompage. Pour d'autres espèces, il est effectué une vidange des bassins : - hebdomadaire pour les bassins extérieurs des flamands roses et des otaries - quotidienne pour les bassins intérieurs des otaries - trimestriel pour les bassins extérieurs des tapirs malais et des pélicans. Pour ces bassins, l'eau est déversée dans le tout à l'égout sans assainissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place un assainissement des eaux rejetées provenant des milieux aquatiques confinés hébergeant des animaux, de façon à prévenir l'introduction dans le milieu extérieur d'organismes nuisibles pour le milieu, les espèces animales ou végétales qu'il renferme et la santé des personnes. De plus, le parc zoologique et botanique est une ICPE soumise à autorisation qui effectue un déversement d'eau usées non domestiques dans le réseau public. Selon l'article L1331-10 du code la santé publique, l'exploitant doit faire établir une autorisation de déversement dans ce réseau à jour : en effet, il dispose d'une autorisation de rejet datant du 23/11/2012, prévue pour une durée de 5 ans et non renouvelée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dépôt de carburant/fioul

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques écologiques
Prescription contrôlée : Le dépôt de carburant doit être mis sous rétention. Les dépôts de fioul doivent être mis sous rétention. Pour les dépôts de fioul enterrés, l'exploitant en fera vérifier régulièrement l'étanchéité par un organisme compétent. Les aires de dépôtage doivent être aménagées de manière à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.
Constats : Un local de stockage de bidons d'essence incluant un dispositif de rétention est présent sur le site.

<p>Le jour de l'inspection, la présence d'hydrocarbures est constatée dans le bac de rétention. Suite à la visite, la société Atic a procédé au pompage de la cuve de rétention du local de stockage essence (Commande n°088902 réalisée le 23/09/2024).</p> <p>De plus, une chaudière de 6000L est présente. Elle est située dans un volume béton clos.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Stockage des fumiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 67</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques écologiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une aire cimentée permet le stockage des fumiers. Elle est munie d'une fosse étanche pour la récupération des jus sauf dans le cas de fumière couverte ou de fumier compact pailleux. Cette aire est dégagée aussi souvent que nécessaire, sans préjudice des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'épandage des fumiers. [...] Les fumiers et déchets verts sont cédés à une société de compostage. La méthode de compostage utilisée est celle de la technique des petits andains avec un retournement fréquent ^par oxygénation. Les fumiers ne peuvent en aucun cas être utilisés pour la fumure des cultures maraîchères.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets de type fumiers sont stockés dans une benne située dans une zone de déchetterie interne au parc. Ces déchets sont enlevés par le SIVOM et envoyés vers la société Agrivalor à Wittenheim.</p> <p>Le jour de l'inspection, il est constaté que la benne n'est pas étanche et que des jus s'en écoulent sur l'aire cimentée de la zone, puis se déversent dans le tout à l'égout.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant indique qu'il a mis en place pour le stockage des fumiers une benne de location étanche (devis n° DV08-24090025 du 23/09/2024, et photos attestant de la mise en place de la benne transmises à l'inspection le 25/09/2024).</p> <p>La situation est donc désormais conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>